

Permettez-moi de passer à ce que j'ai constaté outre les réductions à la Banque de fédérale de développement, c'est à dire aux petites entreprises et à l'orientation que le gouvernement semble suivre. Il semble ne pas tenir compte de ce que je viens d'indiquer, compte tenu de ce qu'il a fait aux petites entreprises et de sa politique des taux d'intérêt élevés. Quand j'ai parlé au ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme le printemps dernier, il m'a demandé ce qu'il était possible de faire pour aider les petites entreprises.

Les petites entreprises voudraient d'abord que les taux d'intérêt diminuent et qu'ils restent stables pendant un certain temps pour pouvoir préparer leur budget pour l'avenir. Sachant que leur sort dépend du taux préférentiel, il n'y a rien de pire, pour elles, que de le voir monter, comme il le fait actuellement et comme il le faisait au début des années 80.

À ce moment-là, les petites entreprises tombaient comme des mouches. Chaque hausse des taux d'intérêt provoquait des faillites. La plupart des entreprises qui débutent ne peuvent pas survivre dans de telles conditions. Plus les taux augmentent, plus elles doivent consacrer leurs recettes et leurs bénéfices au paiement des intérêts de leurs emprunts de fonctionnement et d'investissement. Il ne suffit pas de leur garantir un taux qui dépasse de un pour cent seulement le taux préférentiel, parce que lorsque celui-ci grimpe à 15, 16 ou 17 p. 100, il ne leur est plus possible de supporter un tel fardeau.

Voilà pourquoi il est difficile de posséder et de gérer sa propre entreprise, même quand on sait qu'on peut réussir si on travaille fort et si la famille travaille fort. Si le gouvernement perd le contrôle des forces que sont les taux d'intérêt, la petite entreprise meurt et son propriétaire, avec une famille, doit vivre de l'assistance publique ou bien, dans ma région, il cherche n'importe quel emploi de cueilleur ou autre dans les fermes pour pouvoir nourrir ses enfants. C'est insensé. Ces gens ont besoin de stabilité pour réussir.

Examinons la politique du gouvernement concernant la taxe sur les produits et services. Je n'insisterai jamais assez sur le fait que la taxe sur les produits et services va nuire aux petites entreprises. Aucun patron de petite entreprise ne veut de cette taxe parce qu'ils savent tous que ce sera un cauchemar, même si des gens comme M. Sabia et M. Dodge du ministère des Finances leur disent:

Initiatives ministérielles

«Ce sera fort simple. L'application de cette taxe ne posera aucun problème.»

À mon avis, ces gens sont dans une tour d'ivoire. Ont-ils déjà trimé dur? Ont-ils déjà eu à travailler jusqu'à des heures tardives et à s'occuper ensuite de la tenue de livres, comme le font les petits entrepreneurs? Certains emplois sont plus confortables que d'autres. Il y a des gens qui, dès qu'ils sortent de l'université, s'en vont directement occuper des postes dans le domaine de l'enseignement ou au gouvernement et n'ont jamais besoin de s'inquiéter au sujet de leur prochain chèque de paie. Ces inquiétudes sont le lot des petits entrepreneurs. Toute somme supplémentaire qu'ils doivent payer peut avoir une incidence directe sur la viabilité de leur entreprise.

L'autre chose dont les hauts fonctionnaires du ministère des Finances ne se rendent pas compte, c'est que les petits entrepreneurs essaient de faire eux-mêmes la tenue de livres à cause de la viabilité précaire de leur entreprise. Avec la taxe sur les produits et services, ils devront se conformer à toutes les étapes additionnelles de la nouvelle procédure, ce qui sera pour eux un cauchemar. Pour les gens qui élaborent la procédure, cela ne pose pas de problèmes, mais pour les patrons de petites entreprises qui doivent suivre la procédure, cela pose des problèmes énormes. Ces gens n'en dorment plus la nuit tant ils s'inquiètent. Ils se demandent comment ils feront pour joindre les deux bouts et pour embaucher un comptable qui leur coûtera les yeux de la tête.

• (1050)

Cette semaine, j'ai parlé à un petit entrepreneur de St. John's, à Terre-Neuve. Elle est manufacturière et pendant trois quarts d'heure, nous avons discuté des problèmes qui s'étaient abattus sur elle non seulement à cause de la taxe sur les produits et services, mais aussi de certaines politiques du gouvernement en matière de prêts et de contrats aux petites entreprises et de la difficulté d'obtenir du financement auprès des banques. Elle m'a dit que le gouvernement n'avait pas vu, ou n'avait pas voulu voir, quelque chose dans la taxe sur les produits et services, et c'est le fardeau financier supplémentaire qu'elle représente pour les petits entrepreneurs.

Par exemple, si une petite entreprise fait affaire avec le gouvernement, il est bien connu que ce dernier met du temps à payer ses factures, souvent de 60 à 90 jours. Les petites entreprises doivent assumer la taxe sur les produits et services comme si elle faisait partie du compte débiteur. Et tant qu'elles n'ont pas été payées, elles